



Pour diffusion immédiate

Communiqué de presse

Un sous financement fédéral de 31 milliards \$ forçant le recours au privé

Montréal, 18 octobre 2017.- La Coalition solidarité santé souhaite que la question d'un financement adéquat de la Santé fasse partie des discussions des ministres de la Santé du Canada qui se réunissent aujourd'hui à Edmonton.

Les négociations fédérale-provinciales qui ont eu lieu l'an dernier, loin de déboucher sur un accord suffisant, se sont plutôt soldées par plusieurs ententes bilatérales, chacune venant consacrer un sous-financement fédéral qui avait été initié par le gouvernement Harper, mais que le parti libéral s'était pourtant engagé à corriger en campagne électorale.

« Si l'orientation du gouvernement précédent était hautement critiquable pour Justin Trudeau quand il était dans l'opposition, que dire alors des ententes plus réduites encore que son gouvernement a imposées par la menace? », demande Jacques Benoit, coordonnateur de la Coalition.

La Coalition solidarité santé n'est pas la seule à revendiquer que soient revues les ententes signées au cours des six premiers mois de l'année. Elle s'unit à plusieurs coalitions provinciales pour parrainer la parution aujourd'hui d'un [rapport](#) produit par la Coalition canadienne de la santé, « *Analyse de l'Accord sur la santé. Coûts et conséquences de l'échec des négociations 2016-2017* ».

Le document chiffre le manque à gagner découlant de ces ententes à 31 milliards \$ pour toutes les provinces. Pour le Québec seul, ça représente un trou financier de 7,2 milliards \$ sur 10 ans.

« On peut se demander si l'objectif, à terme, du gouvernement Trudeau est de forcer la population à se tourner vers le privé pour trouver réponse à ses besoins, ou alors à s'en priver si elle n'en a pas les moyens », demande encore Jacques Benoit. « Sans compter qu'en agissant ainsi, le fédéral permet au gouvernement Couillard et à son ministre de la Santé, Gaétan Barrette, de se dégager de leur propre responsabilité à ce niveau depuis leur élection pour faire porter à Ottawa seul l'entière charge du mal-financement de notre réseau public de SSS au Québec », ajoute-t-il.

Dans un [communiqué](#) émis aujourd'hui, les coalitions de la santé du pays demandent aux gouvernements (fédéral, provinciaux, territoriaux) de retourner à la table de

négociation afin de corriger le tir avant que la population ne perde accès aux services publics de soins de santé et de services sociaux nécessaires en adéquation avec ses besoins.

À propos de la [Coalition solidarité santé](#).

-30-

Source : Coalition solidarité santé

Jacques Benoit, coordonnateur, 514-442-0577, cssante@gmail.com